

Droits collectifs et contrôle social : état d'urgence

Dès le 3 décembre, les précaires prennent le pavé !

Depuis 30 ans, on entend la même ritournelle dans la bouche de tous les responsables politiques et les dirigeants d'entreprise : l'emploi, comme priorité, le retour au plein emploi comme objectif.

Mais qu'est-ce qu'un emploi ? Peut-on appeler emploi un contrat de travail dont la rémunération ne permettra jamais de boucler les fins de mois ? Car si nous travaillons c'est bien avant tout pour cela : pouvoir en retirer un revenu qui nous permette de vivre décemment ! Si non pourquoi ? Pour enrichir les actionnaires ? Pour accepter de subir les frustrations d'un petit ou grand chef ou d'un client ? Pour faire don au marché de nos flexibilité, disponibilité, sourire, compétence, imagination, désir...

Quant au retour au plein emploi, comment pourrions-nous encore aujourd'hui croire à ce mythe ? Et à quel plein emploi s'agirait-il de revenir ? Celui des Trentes Glorieuses, un glorieux plein emploi masculin à l'usine, et un travail féminin pleinement gratuit au foyer ?

Aux yeux des multinationales et de leurs gérants, des experts néo-libéraux en tout genre, des organisations transnationales et des gouvernants en place, le travail n'est pas perçu et analysé comme une richesse mais comme un coût ! Dès lors, la logique appliquée aux produits et aux fournisseurs s'étend aux salariés, il faut abattre les coûts !

Pour cela, il y a les délocalisations, les plans sociaux, les licenciements individuels, le harcèlement. Il y a des lois pour accroître la flexibilité du travail et de ses contrats, des lois pour intensifier le contrôle des chômeurs et des allocataires de minima sociaux. Il y a la « négociation » en cours de la nouvelle convention d'assurance-chômage qui permettra de fragiliser encore plus l'ensemble des précaires. Au même moment il y a la prison, la répression judiciaire, les internats de l'armée à la place de l'école, la vidéosurveillance, l'omniprésence de la police, les contrôles, les rafles, les expulsions. Il y a la proclamation de l'état d'urgence dans la continuité de 25 ans de lois sécuritaires.



Alors, dans cette société où les droits se liquéfient et le contrôle social s'amplifie, où le travail est toujours plus discontinu et son revenu encore moins synonyme d'accès à une digne vie, les précaires doivent non seulement faire valoir leurs droits mais en conquérir de nouveaux !

Contrairement à ce qu'affirmait dernièrement Thierry Breton, le ministre de l'économie et des finances, les français ne vivent pas au-dessus de leurs moyens ; ce sont leurs moyens qui ne sont pas à la hauteur de leurs besoins pour vivre ! Quant à Laurence Parisot, la nouvelle présidente du Medef qui invoque que « la vie, la santé, l'amour sont précaires » pour justifier la précarisation des conditions d'emploi et de travail, nous lui rétorquons que si la vie est certes précaire, la précarité n'en est pas pour autant une règle de vie.

Et quant aux métiers « sous tension » (restauration, bâtiment, hôtellerie, nettoyage...) et à leurs 200 000 offres d'emploi non pourvues, l'inadéquation de l'offre et de la demande serait-elle du fait des chômeurs fainéants et profiteurs (de quoi ? Des miettes quand « tout » va bien ?) ou bien du patronat qui désire toujours plus embaucher des salariés qualifiés, pas chers et corvéables ?

Comment encore aujourd'hui notre sort peut-il être scellé par des organisations patronales et syndicales fort peu représentatives, et surtout sans notre présence ? Comment alors que la connaissance est partout célébrée, la formation ne peut-elle être choisie et accessible tout au long de sa vie ?

Comment alors que l'emploi est toujours plus discontinu et que le non emploi massif est une réalité structurelle, l'emploi peut-il encore être le pilier de l'accès et de la redistribution des richesses ?

Que nous soyons chômeurs, intermittents, pigistes, travailleurs malades et/ou handicapés, intérimaires, RMIstes, free lance courant après les contrats, stagiaires, salariés, jeunes, moins jeunes, avec ou sans papiers, nous avons aussi besoin de temps et d'espaces pour réaliser nos projets, nos envies, nos vies qui ne peuvent être confinés à la sphère de l'emploi ! Nous voulons pouvoir nous loger, nous soigner, nous déplacer librement, apprendre, bien manger, nous informer, nous divertir, voyager, nous occuper de nos enfants, participer à la vie collective des lieux que nous habitons, nous reposer, aimer, flâner, penser, rire. En un mot, vivre !

Ces dernières années, dans l'ensemble de l'Europe et ailleurs, des réseaux de précaires s'organisent pour à la fois s'opposer à la destruction systématique des droits collectifs mais surtout pour en conquérir de nouveaux.

Le 1er mai dernier, nous avons organisé à Paris l'EuroMayDay, une journée de revendications et d'actions festives qui s'est déroulée simultanément dans une dizaine d'autres villes européennes et qui a regroupé en tout plus de 150 000 personnes. Nous voulions ainsi contribuer à renforcer la visibilité des précaires et de leurs revendications.

Le 3 décembre, nous participerons à la manifestation nationale des chômeurs et précaires, et à l'action qui suivra pour poursuivre la construction des réseaux de lutte de précaires.

Samedi 3 décembre

manifestation nationale des chômeurs, précaires, intermittents

**Rdv 13h30 m° Château Rouge
puis départ vers place Clichy et action**

Précaires de tous les pays, unissons nous !

réseau EuroMayDay de Paris

Prochaine réunion EuroMayDay Paris
vendredi 16 décembre
lieu annoncé sur les sites qui suivent

Pour s'informer : www.euromayday.org
www.cip-idf.org www.hns-info.net www.ac.eu.org www.actupparis.org
www.collectif-rto.org www.sud-culture.over-blog.com

Prochaines dates de mobilisation

Jeudi 1^{er} et mercredi 7 décembre
négociations de l'assurance chômage au Medef
55 avenue Bosquet m°Ecole Militaire

Jeudi 1^{er} décembre
manifestation SIDA la régression, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le SIDA
départ du parvis de Beaubourg à 18h30, à l'initiative d'Act Up Paris

Tous les mardi à 13h00
rendez-vous-action devant le siège de la CFDT, Métro Belleville
(avec la participation d' AC ! Paris air libre, RTO-Résistance au travail obligatoire
et de la Coordination des intermittents et précaires d'île de France)